



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 4 MAI 1985

N° 300

PRIX : ANTILLES 2 F 50  
FRANCE 3 F

## Editorial

**Contre les licenciements  
et le chômage :**

- Répartition du travail  
entre tous !
- Echelle mobile des  
heures de travail !

«Licenciements» ! Le mot se répand partout, dans tous les secteurs. La crainte de perdre son emploi se répand aussi en même temps.

Et lors des manifestations pour le 1er mai, on a entendu beaucoup de slogans «pour l'emploi», «contre les licenciements»...

Le problème des licenciements se pose à nous avec plus de force que dans le passé. Jusqu'ici, cet effet de la crise n'avait pas encore pris, dans nos pays, l'ampleur qu'il connaît aujourd'hui.

Si on regarde ce qui s'est passé en France, aux USA, ou dans la Caraïbe, on voit que les conséquences de la crise ne font que s'aggraver.

En France, les travailleurs ont eu une attitude d'attente et de crainte pour ne pas «mettre en danger» leur emploi ! Ils n'ont pas mené d'offensive contre le patronat pour enrayer dès le début la montée des licenciements.

Il faut dire que les grandes organisations ouvrières, syndicales et politiques les ont plus ou moins maintenus dans cette erreur !

Quel est le résultat de cette attitude ? Aujourd'hui le chômage gagne du terrain. Les licenciements augmentent. Des dizaines de milliers d'emplois sont menacés. On parle de Renault, à Paris. Mais il y a plus que cela. C'est dans toute la France que les licenciements jettent à la rue des centaines de milliers d'ouvriers et d'employés du secteur privé.

Au cours du défilé du 1er mai à Pointe-à-Pitre, on a entendu la CGT réclamer la diminution des horaires pour préserver les emplois.

A Fort de France, les manifestants précisaient «35 h sans diminution de salaire» !

«Diminution d'horaire sans diminution de salaire». Oui ! c'est sous ce mot d'ordre que nous devrions nous mobiliser.

Mais cela nous donne seulement un but, mais pas les moyens de l'atteindre ! Nous pouvons nous promener dans les rues des villes en criant ce mot d'ordre tant que nous voudrions, cela ne nous fera pas avancer vers ce but !

Oh ! certes, en criant dans les rues nous pouvons faire savoir à tous ce que nous voulons et rallier plus de partisans de ce but.

Mais ensuite ? Que faire ? Comment le faire ?

C'est à nous travailleurs de savoir ce que nous voulons !

Pour faire reculer les patrons sur les licenciements, pour imposer la répartition du travail entre tous, une véritable échelle mobile des heures de travail liée à l'importance du chômage, il nous faudra une formidable mobilisation.

Suite page 3

## Guadeloupe

# DEUX BLANCS RICHES, AUDEBERT-VIVIES, PROTEGES PAR LA JUSTICE BLANCHE RACISTE. A bas cette justice coloniale! A bas le système qui la soutient!



Les Audebert à l'honneur !

La société Antilles-Automobiles va (ou vient de) déposer son bilan. L'emploi de 149 travailleurs est menacé.

La société a un déficit d'au moins 4 milliards de centimes. Elle vend des voitures Renault et appartient à la famille

Audebert. Parmi les «employés» (!) on trouve un nommé Vivies !

Où sont passés ces 4 milliards de centimes ? «On» parle de 2 milliards qui auraient été versés à la société EATT qui appartenait à M Komla, le-

quel avait été mis en prison pour l'affaire SODEG.

«Audebert», «Vivies», «Komla», «SODEG», «déficit», «détournement», «trafic», ! etc. . .

Ces mots ne cessent de revenir ensemble sous la plume des journalistes et dans la bouche du public !

Mais il y a aussi, «juges complaisants», «amis des Blancs riches», «protecteurs de trafiquants», «colonialistes», «deux poids, deux mesures» !! «Bec» «Hassenfratz» etc: Ça aussi, ça revient dans la bouche de beaucoup de gens ! Et pas pour en dire du bien !

L'affaire Antilles-Automobiles est liée donc à l'affaire SODEG. L'affaire SODEG est liée à l'affaire de la clémence dont bénéficient les Blancs riches, liée à l'attitude de certains magistrats français en Guadeloupe.

Les Blancs riches ont le droit de voler, de trafiquer, de faire des «trous» !

Ils sont protégés par d'autres blancs au pouvoir : ils ont à leur service des juges, des gendarmes et des CRS ! Ces

Suite page 2

## Mort de 28 prostituées dans un conteneur: vrai ou faux?

Intoxication en direction des médias ? Comme le supposait Eddy Nedelkovic mardi matin au journal de 7 h, drame réel comme le laisse penser avec force détails toute la presse ? Tout cela est possible. Mais, quoi qu'il en soit, l'histoire de la mort de 28 prostituées de la République Dominicaine étouffées dans un conteneur qui les transportait de St Martin à St Thomas est suffisamment dramatique pour que même supposée elle mette en lumière toute la pourriture de la société dans laquelle nous vivons.

La presse locale et internationale re-parle abondamment à ce propos du «trafic des femmes», autrement dit du trafic de la prostitution à partir de la République Dominicaine. Et ce qui rend ce drame malgré tout crédible c'est l'existence même, sous nos yeux

de dizaines de prostituées de République Dominicaine en Guadeloupe, en Martinique.

La presse bourgeoise souligne hypocritement que à St-Martin, «la prostitution est autorisée dans la partie Hollandaise ! Il y existerait 30 maisons closes dans lesquelles travailleraient 500 dominicaines». Des conteneurs feraient la navette régulièrement entre St-Martin et diverses îles de la Caraïbe pour «redistribuer» les prostituées en provenance de la République Dominicaine. Les journalistes de RCI ont affirmé que la police de St-Martin serait impliquée dans l'affaire ainsi que certaines personnalités. Le gouvernement de la République Dominicaine réclame une enquête internationale ! Comme s'il ne savait rien de ce trafic !

Et une partie de la presse laisse pen-

ser que cela ne se serait pas passé dans la partie française ! Grand exemple de «pureté» ! Allons donc ! Il y a quelques années, une affaire de proxénétisme avait éclaté à Marigot (partie française) et l'on sait très bien que les quelques immenses fortunes bâties là-bas ne l'ont pas été à force de scrupuleuse et laborieuse épargne de quelques acharnés du travail honnête. . . La presse a cependant admis peu après que le conteneur aurait pu partir de la partie française. . . !!!

De toutes façons, il n'est un secret pour personne que les trafiquants de toutes sortes, proxénètes, contrebandiers, gangsters du jeu, pullulent à St Martin et dans les îles avoisinantes. Les

Suite page 4

L'opinion publique se passionne pour... la culture de l'oignon.

La presse elle aussi en a parlé.

Le journal France-Antilles du 29 mars et l'Endépendans du 30 mars lui consacrent chacun un article. Ces deux journaux ont interviewé un agriculteur de la région de Petit-Canal, Mr Pétilaire Lafayette, qui, entre autres produits maraichers, a expérimenté avec succès la culture de l'oignon.

C'est l'INRA qui a fourni les plans d'oignon sélectionnés pour s'adapter aux conditions climatiques de la Guadeloupe, à cet agriculteur de Pelletan; ainsi qu'à d'autres de la Grande-Terre.

Cette expérience tentée par l'INRA a donc réussi.

Le journaliste de France-Antilles, Jacques Théophile, explique les objectifs des spécialistes de l'INRA : « adapter au climat local des espèces végétales, dans un but évident de diversifier notamment la gamme de la production maraichère ». Il s'agit de la tomate, l'aubergine et l'oignon. Et ceci dans le but de « l'organisation d'une véritable production locale, capable de couvrir (en partie) les besoins du marché ».

Pour cela, l'INRA a fourni des plants à une dizaine d'agriculteurs volontaires. Le journaliste poursuit : « Ainsi depuis le mois de novembre dernier, 3 000 plants d'oignon ont été confiés à des agriculteurs du Nord de la Grande Terre ». Le résultat : actuellement, on trouve déjà des oignons guadeloupéens sur le marché. Un peu chers : 10 F les quatre. Mais ces oignons sont très gros (de 250 g à près d'un kilo).

Mr Lafayette, l'agriculteur interviewé, dit que « C'est une culture plus facile que les autres, elle demande seulement un peu d'eau au départ ».

L'ingénieur de l'INRA interviewé par le journal affirme « On peut produire aussi en Basse-Terre, dans les régions pas trop humides et sur les sols non acides. »

Le journal l'Endépendans a, lui, interviewé longuement l'agriculteur lui-même. Il dit avoir récolté au bout de trois mois et demi une bonne production, certains oignons pesant presque un kilo. Pour écouler sa production, il pense s'adresser aux boutiquiers et aux vendeuses.

Cette expérience réalisée sur l'oignon révèle que les possibilités agricoles en Guadeloupe sont nombreuses et variées. L'oignon occupe le deuxième rang des importations de légumes en Guadeloupe après la pomme de terre. Mais il serait certainement possible de cultiver également la pomme de terre. De même qu'il serait possible d'améliorer et d'étendre la culture de l'igname, du malanga et autres racines, et d'autres légumes.

Mais si cela est techniquement possible comme l'a montré l'expérience réalisée sur l'oignon, des obstacles existent. D'abord, la propriété de la terre. Les meilleures terres, et plus grande partie des terres cultivables, ne sont pas entre les mains des agriculteurs : ce sont les terres des grands propriétaires, des sociétés capitalistes.

Il serait donc nécessaire d'abord que les agriculteurs aient directement accès à la terre.

De plus, il y a un problème d'organisation du marché. La production agricole est difficile à écouler. Le marché n'est pas organisé, parce que les capitalistes de l'import-export, les békés et autres gros importateurs, sont hostiles à l'écoulement d'une production locale.

Le problème s'est déjà posé en Martinique pour la production de viande. Elle couvre aujourd'hui la moitié des besoins, mais l'élevage en Martinique s'est lui aussi heurté au départ à cette hostilité des importateurs békés, qui voyaient ainsi disparaître une source de bénéfice et n'avaient pas le contrôle de l'élevage.

En réalité, aujourd'hui, l'obstacle majeur à la modernisation et à l'orientation de l'agriculture vers l'autosatisfaction des principaux besoins alimentaires, c'est l'intérêt des capitalistes, qui trouvent dans l'importation massive des produits alimentaires une importante source de revenus pour eux.

C'est aussi le fait que de grands propriétaires détiennent la plus grande partie de la terre et font de la culture d'exportation, canne ou banane.

Mais demain, les obstacles pourraient être d'ordre politique. . . Déjà les nationalistes annoncent leur volonté d'orienter la production vers des cultures d'exportation, qui pourraient rapporter des devises.

L'attitude qu'ils adoptent aujourd'hui dans les occupations de terres, comme dans la région de Ste-Rose, révèle la même chose : leur volonté de préserver à tout prix des cultures d'exportation surtout la canne, qui oc-



cuperont la première place, alors que les cultures vivrières passeraient au second plan.

Pour notre part, nous disons qu'il serait plus profitable pour la population de satisfaire autant que possible les besoins alimentaires par la production locale, puisque nous savons qu'il est possible de cultiver en Guadeloupe des racines, mais aussi des produits maraichers qu'on peut améliorer la qualité et accroître en quantité des productions déjà existantes et en expérimenter de nouvelles.

S'il existe un surplus de production de ces cultures alimentaires, celui-ci pourrait être exporté. Sur la surface restante, les agriculteurs pourraient produire des cultures destinées à l'exportation, canne, banane, aubergines, tabac ou autres.

De toute façon, de telles décisions devraient être prises en fonction des volontés et des besoins des agriculteurs et de la population, et à la suite de larges débats entre tous les intéressés, ce qui permettrait une mise en valeur de la terre conforme aux intérêts de la

majorité, et non d'une minorité de capitalistes ou de dirigeants politiques.

## DEUX BLANCS RICHES PROTEGES PAR LA JUSTICE BLANCHE RACISTE !

Suite de la page 1

gens-là mettent au chômage des ouvriers et employés noirs. Et leurs amis juges blancs finissent le travail, en poursuivant des travailleurs noirs pour les jeter en prison.

Aujourd'hui, un ex-policier qui a dénoncé les méthodes des juges colonialistes est recherché sous prétexte de poursuites pour insultes à magistrats.

Nous disons aux travailleurs et au peuple guadeloupéen que la justice française coloniale en Guadeloupe est une insulte permanente pour nous.

Nous ne devons plus accepter cela sans réagir !

Au delà de la lutte contre les licenciements, chez Audebert, il y a aussi la lutte pour notre dignité d'êtres humains.

En luttant contre Audebert, Viviers et compagnie, nous devons aussi lutter contre la justice coloniale raciste qui insulte les travailleurs guadeloupéens et tout le peuple des Noirs pauvres !

Non aux licenciements à Antilles-Automobiles !

A bas la justice coloniale raciste et partielle !

## AFFAIRE BIGORD

### LA PROTESTATION CONTRE LES AGISSEMENTS DE LA JUSTICE COLONIALE S'ETEND, MALGRÉ L'HOSTILITÉ DE CERTAINS SYNDICALISTES.

\*\*\*\*\*

En différents points de la Guadeloupe, des protestations se sont fait entendre sur les agissements de la justice coloniale. Et plus particulièrement dans le cadre de la protestation contre toute arrestation éventuelle de Bigord.

En effet, ce travailleur de l'hôpital a reçu une notification par huissier lui disant qu'il est incarcéré à la prison de Pointe-à-Pitre, ou qu'il devrait être incarcéré, depuis le 4 avril 1985 ! Chose qui ne s'est évidemment pas encore produite ! Car les travailleurs du Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre ont décidé de se solidariser avec Bigord et de ne pas céder devant les injonctions de la justice coloniale. Bigord continue donc de travailler à l'hôpital.

Les travailleurs de l'hôpital pensent en effet qu'il est tout à fait mal venu qu'un travailleur noir soit jeté en prison pour des faits sans grande consistance, mais sur des soupçons d'appartenance politique, alors que trois malfrats capitalistes blancs sont mis en liberté, avec diligence, par ceux-là même qui réclament l'incarcération du jeune noir.

La détermination des travailleurs hospitaliers est très grande. Depuis le début de leur mobilisation, ils organisent des réunions d'information, des assemblées générales, autour d'un « Comité de Vigilance des travailleurs hospitaliers ». Mais qui plus est, ils ont fait appel à la solidarité des jeunes et des travailleurs de toute la région pointoise, qui, eux aussi, choqués des exactions de la justice coloniale, et des méthodes du pouvoir blanc colonialiste, ont dans plusieurs points de la région pointoise (et même de la Guadeloupe) décidé de s'organiser à l'image des travailleurs de l'hôpital.

Mais cela ne va pas, bien entendu, toujours sans problèmes. En effet, le fait que les travailleurs aient décidé de s'organiser eux-mêmes, de diriger eux-mêmes leur mouvement, a provoqué un certain mécontentement des directions syndicales de l'hôpital. Aussi bien du responsable de la CGT-hôpital, que de ceux de l'UTS. Bien que ces organisations aient signé, dès le début de l'action le 9 avril, un tract en commun avec le Comité de vigilance, elles ont fait ensuite machine arrière, en disant qu'il s'agissait d'une action qui n'était pas du cadre revendicatif habituel. Mais en même temps, elles ne proposaient aucune solution aux travailleurs, autre que de laisser tomber leur lutte purement et simplement. Pendant deux semaines, l'UTS a fait une campagne acharnée contre l'action du Comité, et la CGT-hôpital a menacé d'exclusion les membres de la CGT qui iraient aux réunions du Comité.

Ce comportement anti-démocratique des directions syndicales n'a nullement découragé les travailleurs.

Aujourd'hui, plusieurs centaines de travailleurs hospitaliers, suivent attentivement ce que dit, propose, et fait le « Comité de Vigilance des travailleurs hospitaliers ». La position de l'UTS a d'ailleurs un peu évolué, et aujourd'hui, elle fait savoir publiquement qu'elle soutient l'action des travailleurs de l'hôpital, tout en s'arrangeant d'ailleurs pour ne pas parler de l'existence du Comité et du fait que c'est ce comité qui organise et dirige l'action de solidarité avec Bigord.

Pourquoi y a-t-il une telle hostilité des directions syndicales envers les travailleurs qui s'organisent eux-mêmes démocratiquement pour agir ? Les directions syndicales -quelles qu'elles

soient - ont toujours eu ce réflexe de considérer qu'elle ont un droit permanent d'agir et de parler non seulement au nom de leurs syndiqués, mais aussi au nom de tous les travailleurs, et cela en toutes circonstances.

De plus, pour un syndicat comme l'UTS, qui est une filiale pure et simple de l'UPLG, il ne peut être question de tolérer aujourd'hui la démocratie ouvrière dans la lutte des travailleurs.

Car pour l'UTS et l'UPLG, si la Guadeloupe devient indépendante demain, ce ne pourra être que sous la direction d'un parti unique, et alors la liberté de choix politique et syndical, la liberté d'organisation indépendante de la classe ouvrière n'existeront pas. Pour eux, il n'est pas question que les travailleurs puissent apprendre à s'organiser eux-mêmes pour se battre. Car s'ils apprennent à le faire aujourd'hui dans des conflits de faible importance, ils sauront en tirer les leçons pour des luttes politiques de plus grande envergure. L'UPLG et ses « chefs syndicaux », là où ils existent, ont cette attitude qui consiste à décider, parler, agir au nom de travailleurs, mais n'admettent absolument pas que les travailleurs décident eux-mêmes, désignent eux-mêmes ceux qui doivent les représenter pour parler en leur nom. Qu'un Comité de travailleurs prenne naissance en dehors de l'influence des directions syndicales, cela ne peut que provoquer l'hostilité des « chefs syndicaux » de l'U.T.S.

Cela dit, ces difficultés n'ont pas entamé le moral des travailleurs de l'hôpital, puisque le Premier mai, ils ont diffusé dans la rue, massivement, un tract dénonçant la justice et la répression coloniale et que leur action continue plus que jamais.

# A BAS LES MAGOUILLES DES REQUINS BLANCS DE LA S.A.A ET DE LEURS COMPLICES LOCAUX.

\* \* \* \* \*

Nous avons reçu des employés et travailleurs de la S.A.A. (Société d'Approvisionnement des Antilles) une lettre dans laquelle ils dénoncent la légèreté dont font preuve à leur égard les patrons. Ceux-ci veulent pu-

rement et simplement les licencier en mettant fin sournoisement à l'existence de l'entreprise. Les travailleurs affirment aussi dans cette lettre leur détermination à se battre jusqu'au bout.

Il y a de cela quelques mois, nous, les 36 employés et travailleurs de la S.A.A., en majorité syndiqués à l'UGTG et à FO, travaillions paisiblement, sans grande crainte du lendemain, lorsque, subitement, nous nous sommes rendu compte que l'entrepôt se vidait et n'était pas de nouveau approvisionné. Nous rappelons que la S.A.A., sise à la Z.I. de Jarry, est une société qui s'occupe de l'approvisionnement des différents Prisunic de la place : Frébault, Chanzy et autres.

Même au plus fort de la grève des Etablissements Reynoird, l'entrepôt de la S.A.A. fonctionnait parfaitement le mouvement de flux et de reflux était constant, et la régularité de ses livraisons ne laissait pas du tout présager de risque de licenciement parmi le personnel.

Mais lorsqu'au mois de février, nous avons constaté que notre entrepôt n'était presque pas du tout approvisionné, nous avons commencé à nous inquiéter sérieusement et avons décidé de demander au chef d'exploitation ce qui se passait. Il se montra très rassurant en disant qu'il ne fallait pas nous

inquiéter, qu'ils étaient tout simplement en train de mettre sur pied une nouvelle méthode, une «nouvelle plateforme». Fin février, nous procédions à la livraison de jusqu'à 99 % de marchandises non-périssables (valises, couches pour bébés etc. . .). Mais il était entendu qu'il fallait tout liquider pour partir sur de nouvelles bases. Toujours pour se faire rassurant, le chef d'exploitation nous a dit que Prisunic-Frébault avait décidé de reprendre l'entrepôt qu'il leur avait cédé lors de l'arrivée de la S.A.A. ici, il y a trois ans.

Mi-Mars nous n'avions plus rien à faire dans l'entrepôt qu'à nous tourner les pouces.

C'est alors que nous nous sommes décidés à demander réellement des comptes au chef d'exploitation. Cette fois-ci, il fut obligé d'avouer que le directeur général était parti pour la France et que la société avait déposé son bilan. Notons au passage que la S.A.A. a pour société-mère la S.A.P.A.C., société qui approvisionne les grands magasins du genre Galeries Lafayette. Actuellement donc l'affaire est en-

tre les mains du tribunal de commerce qui devrait décider du sort de la société.

Il ressort donc que dans un premier temps le Directeur Général a mis les voiles et que seul est resté en place pendant quelque temps le chef d'exploitation, à attendre la décision du tribunal. Depuis lors l'un a remplacé l'autre ! Voilà les faits !

Depuis que nous savons cela, nous nous rendons comme d'habitude à notre travail ; mais nous ne sommes pas quand même restés les bras croisés : nous avons alerté le Conseil Général, le Conseil Régional, l'inspection du travail, le Conseil des prud'hommes, et tous les médias parlés.

Ainsi donc ces capitalistes veulent nous mettre à la rue et plonger dans la misère 36 familles ! Mais c'est sans notre détermination, car nous sommes prêts à nous battre et à informer dès aujourd'hui l'ensemble des travailleurs de la Z.I. Jarry. Nous lançons dès aujourd'hui un appel à la solidarité agissante de tous les travailleurs pour qu'ils viennent nous aider dans notre lutte contre ces exploiters venus de loin et leurs complices locaux.

Ils auront beau prétendre de difficultés financières, nous ne les croyons pas ! Quand les affaires marchent, personne ne nous tient au courant des bénéfices accumulés sur notre dos ! Nous sommes prêts à nous battre jusqu'au bout pour sauvegarder notre emploi.

Les travailleurs de la S.A.A.

EMPLOYÉS

DE COMMERCE :

LICENCIEMENTS

DANS L'AIR

A

PRISUNIC - ABYMES

Paulin prévoit de diminuer son personnel si la situation de son magasin ne s'améliore pas. Il a annoncé cela à nos délégués lors d'une réunion du comité d'entreprise.

Voilà la surprise qu'il manigançait depuis plusieurs mois derrière notre dos. Si le magasin connaît des difficultés, c'est à cause des employés qui coûtent trop cher. On connaît la chanson. . .

Mais l'homme ne donne aucun détail sur ses dépenses, sur ses «retraits», sur ses investissements dans d'autres secteurs, l'automobile, notamment ! Décidément ces patrons se moquent de notre tête.

Mais qu'il prennent garde que nous décidions bientôt de ne plus accepter leur petit jeu. Alors il a intérêt à réfléchir à 2 fois avant de mettre son «plan de relance» en application.

LE «PLAN DE RELANCE» DE PAULIN SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Pré-retraite et retraite

D'ores et déjà Paulin a annoncé à nos délégués qu'il prévoit que quatre d'entre nous devront partir en retraite ou en pré-retraite.

Encore une fois, dans ce magasin la retraite ou la pré-retraite sont ressenties comme de véritables épées de Damoclès suspendues au dessus de nos têtes.

LICENCIEMENTS. . . AVEC CREATION D'UN NOUVEAU POSTE «MACO».

La direction prévoit, s'il n'y a pas d'amélioration des affaires, de licencier une dizaine de personnes. Le cynisme du patron ne s'arrête pas là. Lors de la réunion dans laquelle Paulin a annoncé son «Plan de relance» il a dit qu'il y aurait une liste faite en tenant compte des charges familiales, de l'existence ou non d'un mari pouvant subvenir aux besoins de la famille. . . etc.

Et pour savoir tout cela il ferait une petite enquête. Du genre écouter aux portes ?

Paulin a donc, lui, d'ores et déjà trouvé une nouvelle occupation : détective privé ou «macô».

1er MAI A GALBAS :

## QUAND LE «CAMP PATRIOTIQUE» DISPERSÉ LA FORCE DES TRAVAILLEURS.

Comme pour le premier mai 1984, le syndicat du mouvement patriotique dirigé par l'UPLG, l'UTG, a renoncé à appeler ses adhérents à une manifestation ouvrière.

Les travailleurs syndiqués à l'UGTG ont été appelés à venir travailler dans un grand «coup de main» à Galbas Sainte-Rose, pour récolter la canne plantée l'an dernier. Selon la direction de l'UGTG cette décision a été prise pour assurer non seulement la résistance, mais le développement de la «production nationale».

Pourant, cette initiative va totalement à l'encontre des intérêts de lutte des travailleurs, intérêts immédiats et futurs.

Les travailleurs, qu'ils soient syndiqués à l'UGTG à la CGTG, au MASU etc. . . ou non syndiqués, qu'ils soient partisans de l'indépendance ou non, qu'ils soient membres d'organisations politiques ou pas, font partie d'une même classe.

Actuellement en Guadeloupe, les attaques patronales contre les travailleurs sont de plus en plus fortes. Pour continuer à faire leur profit, pour maintenir leurs privilèges, les capitalistes pèsent de tout leur poids pour faire accepter aux travailleurs un niveau de vie plus bas.

Il en résulte que les travailleurs doivent se battre toujours plus durement pour ne pas voir leur niveau de vie baisser. Ils doivent refuser les licenciements et le chômage. Les dernières luttes ouvrières, à Norélec, dans les supermarchés, aux Assurances Wachter, témoignent de l'attitude agressive du patronat soutenu par l'Etat.

En cette journée de la lutte internationale des travailleurs, le problème des travailleurs n'était donc sûrement pas d'aller récolter de la canne.

Il aurait été bien plus utile que les travailleurs, en se retrouvant tous ensemble dans la principale ville du pays, cherchent à montrer au patronat leur nombre, leur force et leur détermi-

nation.

La centrale syndicale du Camp Patriotique, en appelant ses adhérents, pour le 1er mai, à se joindre, toutes classes confondues, avec les médecins, avocats, ou autres «patriotes moyens bourgeois» dans une entreprise de «résistance nationale», va délibérément à l'encontre de l'apparition indépendante de la classe des travailleurs.

Dans les faits, elle dilue et disperse la force des travailleurs, l'empêche de s'affirmer et se renforcer.

Il ne suffit pas que les militants de l'UPLG qui dirigent l'UGTG affirment de temps en temps et du bout de lèvres, que l'indépendance devra se faire sous la direction des travailleurs et des paysans pauvres.

Dans les choix qu'ils font, ces dirigeants montrent au contraire qu'ils ont constamment le souci de lier les travailleurs à la direction politique et morale de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationalistes.

## SUITE DE L'EDITORIAL

Suite de la page 1

«Formidable» au sens réel du mot : qui fait peur ! Oui, qui fera peur aux patrons !

Ne nous berçons pas de rêves, d'illusions. Tous ceux d'entre nous qui perdent leur emploi aujourd'hui tomberont plus bas que la misère. C'est la déchéance physique et morale qui menace un grand nombre d'entre nous.

En cas de licenciement, nous nous ajouterons aux 25 ou 27 % de chômeurs qui existent déjà !

Qui nourrira les «licenciés» ? Ceux qui travaillent ont déjà des charges énormes ! Ceux qui vivent en émigration en France peuvent de moins en moins nous aider. Car la vie est de plus en plus difficile en France.

Il ne nous reste qu'une solution, et une seule : nous faire craindre des patrons et leur imposer nos solutions ! Ou ils acceptent ou nous les menaçons de leur faire perdre leurs biens ! Par tous les moyens : par la grève, la mobilisation, l'occupation des entreprises, la saisie de ces biens etc. . .

D'ici quelque temps, nous n'aurons que ce choix : ou l'intérêt des capitalistes est sauf, ou c'est le notre qui doit primer !

La lutte contre les licenciements, c'est la lutte contre l'extension du chôma-

ge, c'est la lutte contre la déchéance physique et morale des travailleurs et des pauvres !

Elle ne tolère ni pleurs, ni passivité, ni soumission !

Elle ne peut être que farouche. Elle ne peut être que sans rémission.

Pouvons-nous créer un tel rapport de forces qui impose nos vues, nos revendications aux capitalistes ?

Si nous comptons uniquement sur les syndicats, nous n'y arriverons pas. Tant qu'il s'agit de lutte «normale», en temps de «paix», sans crise, sans revendications dures à imposer aux patrons, le syndicat fonctionne bien. Il est efficace pour négocier des accords de salaires, pour discuter etc. . .

Aujourd'hui, il s'agit d'autre chose. Et là, c'est à nous mêmes de prendre nos affaires, nos luttes, en main. S'il y a des syndicalistes qui ont un instinct de lutte plus fort que celui de bureaucrate syndical, ils se retrouveront avec nous dans la lutte.

Mais c'est à nous, à nous mêmes de prévoir, d'organiser, de diriger nos luttes !

Certains travailleurs qui, en Guadeloupe et en Martinique, sans les syndicats, et souvent contre leur volonté, ont décidé de s'organiser pour lutter, nous donnent l'exemple de ce qu'il faut faire.

Ils ont formé des Comités de grève, des

«Comités de Vigilance et d'action» et

Ces Comités prennent leurs directives devant des assemblées générales de travailleurs et appliquent ce que les travailleurs en lutte veulent.

Mais pour s'imposer aux patrons, ne faudra-t-il pas se battre tous ensemble contre l'ensemble des patrons ?

Tout le monde ne sera jamais prêt en même temps. Alors comment parvenir à cette formidable mobilisation ?

Cela ne nous coûte rien d'essayer. De toute façon, les attaques des patrons ne s'arrêteront pas. Donc, autant tenter de s'y opposer. Ceux qui commencent, ceux qui se lancent, peuvent alors appeler les autres à la lutte, s'organiser, se lier d'entreprises à entreprises.

Un mouvement d'ensemble ne peut se décider du jour au lendemain ! Raison de plus pour en discuter et pour le préparer dès aujourd'hui. Et avec et devant nous tous, devant toute la masse des ouvriers et employés.

Le but : diminution des horaires sans diminution des salaires, Répartition des heures de travail entre tous ; et le moyen : la lutte de tous ensemble, doivent devenir populaires.

Chacun de nous doit le répéter, le répandre et en faire l'objectif de la lutte contre les licenciements et le chômage.

\*\*\*

Le gouvernement de Jean-Claude Duvalier à Haïti a annoncé une certaine volonté de «libéralisation» du régime. Le président à vie «Jean Claude», dit «Baby Doc», a en effet lancé un appel aux opposants au régime actuellement dans l'émigration, leur disant qu'ils pouvaient revenir au pays sans craindre la répression.

Pour accréditer cette prétendue libéralisation, Duvalier a nommé un premier ministre, il a accordé un temps de parole sur les médias aux partis politiques, et fait libérer 36 prisonniers politiques.

L'Etat d'Haïti est connu dans le monde autant pour la misère qui y règne, la population d'Haïti est l'une des plus pauvres du monde, que pour la dictature féroce des Duvalier. Ce fut d'abord le père, Papa Doc, au pouvoir à partir de 1956, qui instaura la répression des Tontons Macoutes. Ces policiers à la solde de la dictature vivent dans la population même, et exercent sur elle une surveillance impitoyable. Ceux qui sont soupçonnés d'être des opposants au régime sont emprisonnés et torturés. 500 000 à 700 000 personnes durent fuir ce régime, dont de nombreux intellectuels, opposants politiques.

A partir de 1971, Jean Claude Duvalier succède à son père au poste de «président à vie». Le nouveau régime n'apporte pas de changements notables par rapport au précédent, bien que la bourgeoisie internationale ait voulu présenter Jean-Claude comme un dictateur moins féroce que son père. Pourtant,

les Tontons macoutes existent toujours, la torture dans les prisons aussi. 20 000 haïtiens misérables sont chaque année envoyés couper la canne en République Dominicaine, vendus par le Gouvernement. Dans les dernières années, plusieurs milliers de personnes ont cherché à fuir Haïti sur des embarcations de fortune, et beaucoup sont mortes noyées : on leur a donné le nom de Boat-People.

En 1984 la population affamée s'est révoltée dans les deux plus grandes villes du Nord. Ces émeutes de la faim ont été très violemment réprimées. Appuyée par la dictature féroce, la politique du FMI a joué son rôle : en 1983, le FMI a imposé des restrictions budgétaires qui ont pesé très lourd sur une population déjà extrêmement misérable.

Car la bourgeoisie haïtienne vit grassement de l'aide américaine. En 1984, cette aide représentait le quart du budget national.

Aujourd'hui, ce régime corrompu, qui connaît des conflits d'intérêt dans son propre sein et qui est absolument coupé de la population, avec laquelle il n'a que des rapports de répression, connaît des problèmes de fonctionnement. La répression, si bien organisée soit elle, ne peut contenir toute la colère de la population. Cette faiblesse du régime en décomposition a été perçue par un certain nombre d'opposants politiques en exil : en 1982, Bernard Sansaricq et un groupe d'opposants politiques tentaient de renverser le régime en débarquant clandestinement dans

l'île. Plus récemment, un groupe d'Haïtiens a été arrêté à St Martin et en Guadeloupe et des armes saisies.

C'est donc face à cette situation que J.C. Duvalier a proposé aux opposants politiques en exil un retour à Haïti, avec légalisation des partis d'opposition politique. Probablement voit-il dans la présence possible d'un certain nombre d'intellectuels, opposants modérés, avec qui le régime pourrait éventuellement dialoguer, un intermédiaire qui pourrait rendre moins rude le contact de la dictature avec la population affamée.

Mais les dirigeants politiques en exil ont accueilli ces propositions avec beaucoup de méfiance. Car il y a des précédents. Déjà dans les années 80, Duvalier avait prétendu libéraliser le régime, autoriser en particulier une presse d'opposition. Presque immédiatement, ceux qui avaient organisé cette presse avaient été arrêtés, emprisonnés ou expulsés. En particulier Sylvio Claude, dirigeant du Parti Démocrate chrétien, fut emprisonné.

Certains de ces dirigeants politiques pensent à renverser le régime soit par un coup d'Etat, soit en s'appuyant sur la colère populaire, et à prendre le pouvoir.

Mais une telle alternative, même si leur régime était moins féroce que l'ancien, ne pourrait pas résoudre les problèmes de la population haïtienne. Car dans un pays pauvre, tout régime dirigé par la bourgeoisie, même s'il cherche à se donner une image démo-

cratique aux yeux de la bourgeoisie internationale, utilisera toujours la répression, la force, pour endiguer la colère de la population misérable. Car même si le régime change, la population ne sortira pas pour autant de la misère. Toutes les richesses disponibles resteront aux mains des privilégiés.

Un véritable partage des richesses, seuls les travailleurs au pouvoir peuvent le réaliser, et pas simplement dans un seul Etat, mais dans l'ensemble du monde.

Renverser non seulement la dictature de Duvalier, mais le pouvoir de la bourgeoisie, c'est pour la population la seule voie pour sortir de la misère, de l'oppression et de la violence qu'elle connaît aujourd'hui. C'est vrai pour la population d'Haïti, mais aussi pour celle de tous les pays où la population est opprimée, exploitée, privée de sa dignité par une bourgeoisie au pouvoir. Et à commencer par les Antilles. Que cette bourgeoisie soit blanche et vive à 7000 km, ou pas loin aux USA, ou qu'elle soit noire et «nationale» !

**DH : Quelques jours à peine après les déclarations de Duvalier, deux militants d'opposition qui distribuaient des tracts sur la voie publique, ont été abattus par les Tontons Macoutes. Voilà qui en dit plus long que de grands discours sur cette prétendue volonté de «libéralisation» du régime !**

## MORT DE 28 PROSTITUÉES DANS UN CONTENEUR

Suite de la page 1

facilités fiscales permettent aux trafiquants et capitalistes américains de profiter largement de la situation. Aussi, cette pègre va t-elle du minable petit passeur au requin de la finance. Ce n'est pas pour rien que depuis quelques années, les capitalistes américains envahissent les îles de St-Martin et de St-Barth, les Iles Vierges et beaucoup d'autres.

De Curaçao aux Bahamas, les Antilles sont, à part Cuba, de petits pavillons de chasse (aux dollars) pour quelques capitalistes américains et dans une moindre mesure pour leurs confrères français et britanniques. Ce sont eux qui font main basse sur l'économie de toute la région et c'est l'exploitation impérialiste qui est à la source de toute la misère et la corruption qui règne dans nos pays.

L'impérialisme a réduit des pays comme St-Domingue ou Haïti à l'état de misère effroyable. Le Fonds monétaire international (FMI) étouffe littéralement la population de St-Domingue en lui imposant des sacrifices inouïs pour que son gouvernement rembourse ses dettes. Et la prostitution n'est que la conséquence du fait qu'on affame un peuple. Mais il n'y a pas que St-Domingue. Il y a aussi Haïti où la misère et la prostitution sont hautement développées.

Au delà donc de ce qui est largement commenté par la presse comme un fait divers sensationnel, c'est tout le système de domination impérialiste qui règne sur nos pays qui est responsable de la misère et de la prostitution.

Ces îles de la Caraïbe que l'on présente comme de «petits paradis» sur les dépliants touristiques et qui le sont effectivement pour quelques riches qui peuvent se prévaloir de grandes villas, plages privées, propriétés immenses, voitures de luxe et la domesticité qui va de pair avec tout cela, Garden-parties au champagne, navigation de plaisance et autres plaisirs «réservés», ces îles sont par contre l'enfer pour une grande partie de la population.

Il suffit de quitter les quartiers résidentiels, ceux des grands hôtels

luxueux, des ports de plaisance pour à quelques mètres de là, tomber dans le «ghetto». Et là, dans des «cases» misérables, parfois sans eau ni électricité où s'entassent des familles entières, là se multiplie la délinquance juvénile, le banditisme, là on sombre dans l'alcoolisme, la prostitution, la drogue qui elle a littéralement envahi la jeunesse des «ghettos». Eh bien, il faut savoir que des ghettos comme Boissard, cour Zamia, Blanchard, Carenage, il en existe à une échelle bien plus vaste encore dans toutes les îles de la Caraïbe.

La Dominique tout près de nous n'est qu'un immense «quartier pauvre». Les 3/4 de la ville de Kingston (capitale de la Jamaïque) ne sont qu'un immense Boissard. A St Martin, c'est le cas à Sandigoon (Sandy ground), à 2 km des hôtels riches. Il en est ainsi partout dans la Caraïbe. Marijuana, prostitution, corruption des fonctionnaires, de la police, des hommes politiques, analphabétisme.

Pendant des siècles les noirs pauvres de la Caraïbe ont enrichi les grands pays capitalistes par le travail de la canne, en tant qu'esclaves et que travailleurs salariés. Depuis environ 20 ans les grandes sociétés sucrières ont entrepris de se retirer, laissant derrière elles des dizaines de milliers de chômeurs. Aujourd'hui, ce sont celles de la bauxite qui le font après avoir pressé comme des fruits murs les travailleurs des grandes Antilles au Nord. D'autres multinationales par contre se maintiennent pour faire fructifier de juteux profits. D'autres cherchent à mettre leur argent à l'abri du fisc de leur pays. Antigua compte presque plus de banques que d'écoles. Partout dans la Caraïbe, le colonialisme a laissé des peuples misérables.

Quant à l'impérialisme américain, il tient à réaffirmer que cette partie du monde fait partie de sa chasse gardée. Et lorsque certains peuples, comme à Grenade, tentent de se donner un gouvernement qui cherche à prendre quelque distance à l'égard du «maître» Nord-Américain, ils voient leurs pays envahis militairement, quadrillés, remis dans la ligne fixée par l'impérialisme.

C'est tous les jours qu'il y a matière à se révolter, à crier sa colère

dans nos pays. De la petite misère ordinaire quotidienne, aux événements plus grands.

Les Noirs pauvres des Caraïbes se révolteront un jour en masse contre l'impérialisme et le colonialisme oppresseur.

Lorsque celles que cette société pourrie contraint à se prostituer pour manger mettront tout leur dégoût d'une telle vie, toute leur colère, toute leur rancœur dans l'autre plateau de la balance, celui de la révolte, de la révolution, alors leur poids penchera en faveur d'un changement radical de cette société façonnée par des siècles d'exploitation bourgeoise.

Et les Noirs pauvres des Caraïbes, les travailleurs comme les jeunes des ghettos, comme les prostituées, donneront tout son sens - comme cela se fait partiellement dans les luttes des pauvres à St-Domingue ou en Haïti - à la notion de lutte pour la dignité humaine.

Ils peuvent être aussi le ferment révolutionnaire, l'étincelle qui embrasera d'autres pays, comme les USA par exemple où sont exploités plus de 25 millions de nos frères noirs. Et tout cela pour un monde meilleur, pour une autre société débarrassée de l'impérialisme, de l'exploitation, de la prostitution, du racisme.

Et dans ce sens là, nous travailleurs de la Guadeloupe et Martinique qui voulons lutter pour nous débarrasser de la tutelle de l'impérialisme français, nous n'avons aucun intérêt à limiter notre combat aux frontières étroites de nos îles.

Notre combat, nous ne pourrions le mener à terme, c'est à dire faire disparaître l'impérialisme, sa domination et les souffrances imposées aux peuples, qu'en étendant nous aussi notre combat à toute la Caraïbe et à l'Amérique continentale.

Car aucun des peuples n'aura de paix dans cette région tant que le principal chef de file impérialiste aura les mains libres pour s'attaquer à eux. Il faut l'attaquer de tous côtés mais aussi porter la lutte en son sein même, c'est la seule voie de salut et pour nous, travailleurs de la Caraïbe, et pour tous les travailleurs américains.

## ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal **Combat Ouvrier** pour une période de ..... mois.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

ci-joint la somme de ..... F  
règlement par chèque adressé à  
Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

## CORRESPONDANTS ! ATTENTION

Désormais pour toute correspondance sur Pointe-à-Pitre, libellez ainsi les plis que vous nous destinez :

**COMBAT OUVRIER**  
S/C/ Gérard BEAUJOUR  
B.P 214  
97156 Pointe-à-Pitre Cedex.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication  
G. BEAUJOUR  
Adresser  
toute correspondance  
EN GUADELOUPE  
à Gérard BEAUJOUR

97110 POINTE-A-PITRE  
EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728